

# Couloir Suisse-Serbie

Les envois d'argent des migrants représentent une source de revenu importante pour beaucoup de pays d'émigration. Devant l'augmentation de ces flux financiers, on s'interroge sur leur potentiel à soutenir le développement social et économique dans les pays du Sud. Les pratiques de transferts entre la Suisse et la Serbie illustrent non seulement les opportunités et les contraintes de ce phénomène, mais également le rôle des politiques migratoires et de coopération au développement.

Si les migrants internationaux ne font guère plus de 3% de la population mondiale, les sommes d'argent qu'ils envoient aux pays d'origine représentent une part importante de leur produit intérieur brut (au moins 5% pour quatre pays en voie de développement sur dix). Le montant global des transferts de fonds des migrants – ou «remittances» – a considérablement augmenté durant les vingt dernières années. Parallèlement à la baisse continue de l'aide publique au développement depuis

1990, l'estimation des sommes envoyées par les migrants se sont multipliées par dix (soit 305 milliards de US\$ l'année dernière). Les «remittances» constituent dès lors la deuxième source de devises étrangères pour les pays en voie de développement après les investissements étrangers directs.

## L'ampleur du phénomène dans le monde

Les principaux bénéficiaires sont les pays d'Asie, avec 45% des flux (principalement vers l'Inde, la Chine, les Philippines), l'Amérique latine (21%) et les pays en transition politique et économique (18%). L'impact économique est toutefois plus élevé dans les pays les plus pauvres ou en transition: les «remittances» ont dépassé le seuil des 15% du produit intérieur brut dans les Balkans et en Asie Centrale. Les principaux pays émetteurs sont les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, la Suisse et l'Allemagne.

Rappelons que les données disponibles ne constituent qu'une estimation conservatrice du phénomène puisqu'une grande part des flux circule en dehors des systèmes bancaires, de main à main. Leur impact économique aux pays d'origine est par conséquent sous-estimé. L'apport financier résultant de l'émigration finance non seulement des importations de biens vitaux mais allège également la pauvreté par l'envoi ciblé aux populations dans le besoin. L'importance des transferts de fonds se manifeste surtout dans les périodes de crises économiques ou politiques. A l'instar de la Serbie, les flux se sont accrus durant les années de transition et de guerre civile. Comparés aux autres flux financiers (tels les investissements étrangers directs), les transferts de fonds sont majoritairement effectués dans le cadre d'une relation de parenté et sont donc moins influencés par la conjoncture économique internationale. Pour les bénéficiaires, ils constituent une sécurité financière dans un environnement économique incertain, puisqu'ils ne sont pas soumis à la volatilité des revenus sur le marché du travail local.

**Tableau 1: Bénéficiaires de transferts de fonds des migrants dans le monde et dans les pays en transition (en milliards de US\$).**

	1998	2008	En % du PIB, 2007
Pays en voie de développement	73.3	305.3	2.1
Pays à faible revenu	7.4	45.1	5.9
Pays à revenu moyen inférieur	43.5	178.8	2.5
Pays à revenu moyen supérieur	22.4	81.4	1.3
<b>Sélection de pays en transition</b>			
Serbie-Monténégro	1.0	5.1	17
Bosnie-Herzégovine	2.0	2.6	..
Croatie	0.6	1.5	2.9
Albanie	0.5	1.1	10.1
Macédoine	0.1	0.3	3.6
Slovénie	0.2	0.3	0.7
Tadjikistan	..	1.8	45.5
Moldavie	0.1	1.6	38.3
République Kyrgyz	0.0	0.7	19.0
Kazakstan	0.1	0.3	0.2

Sources: World Bank Migration and Remittances Factbook 2009.

35

Dans un contexte marqué par des tentatives de gérer les flux migratoires, entre autres par l'action sur les pressions à l'émigration, les organisations internationales s'interrogent sur les manières de tirer le meilleur profit des transferts de fonds pour le développement des pays d'origine. Les pays du G8, le Fond monétaire internationale, la Banque Mondiale et les Nations Unis ont entrepris des initiatives pour améliorer la mesure des flux, baisser les coûts et augmenter la transparence du marché des transferts devenu d'ailleurs très florissant. On dispose aussi de nombreuses études sur l'impact de ces fonds aux pays d'origine. Elles démontrent non seulement la variété des motifs, mais aussi des effets positifs et négatifs de ces transferts (Wanner 2008).

Les populations économiquement «dépendantes» (enfants, personnes âgées ou non actives) bénéficient souvent de ces envois qui améliorent leurs conditions de vie et leur état de santé. La stabilité de cet apport économique permet également de scolariser les enfants. Si l'on assiste dans certains contextes à la création d'entreprises indépendantes qui soutiennent directement le processus de développement, on remarque aussi une baisse de l'activité économique des bénéficiaires. Ce retrait du marché du travail s'explique, entre autres, par des taux de chômage élevés, des bas salaires et un accès difficile au marché du travail légal. De plus, les «remittances» risquent de creuser les inégalités socioéconomiques dans les communautés villageoises, entre régions ou entre pays. Selon la position des récipien-

naires dans l'échelle sociale, les écarts entre les pauvres et les riches sont susceptibles d'augmenter. Même si l'on observe une certaine redistribution des bénéfices par l'entremise de la consommation, les inégalités sont susceptibles de provoquer de nouvelles émigrations.

### Enquête auprès de la population serbe en Suisse

Devant la diversité des impacts, il convient de prendre en compte le contexte particulier dans lequel ces transferts s'inscrivent. Le Secrétariat d'état à l'économie (SECO) a ainsi lancé la première enquête sur les «remittances» émises en Suisse. Les informations sur un «couloir» de transferts entre la Suisse et la Serbie sont le plus à même de montrer les opportunités et contraintes de ces fonds pour le développement.

Les Serbes établis en Suisse constituent une importante communauté de migrants provenant des Balkans. Les flux de «remittances» vers la Serbie ont atteint 5,1 milliards de dollars l'année dernière, ce qui en fait le principal bénéficiaire dans la région. Il est également le plus peuplé avec 7,5 millions d'habitants. La majorité des fonds provient de l'Allemagne (40%) et de la Suisse (10%), regroupant un tiers des 1,3 million de serbes émigrés dans le monde. En effet, la migration serbe en Suisse remonte au début du 20e siècle et s'insère dans le cadre des relations économiques, politiques et culturelles entre les deux pays. Depuis 1960, de nombreux travailleurs temporaires de Yougoslavie ont immigré et se sont ensuite établis définitivement avec leur famille. Si l'immigration en provenance des Balkans a été limitée au regroupement familial dès 1992, l'accroissement de la population serbe en Suisse a été soutenu par l'arrivée de réfugiés. La Yougoslavie a entamé une transition

économique réussie dans les années 1980, mais les guerres durant la décennie suivante ont bloqué le processus. Depuis l'an 2000, les conditions de vie se sont considérablement améliorées. La Serbie se situe dorénavant parmi les pays caractérisés par un niveau de développement humain élevé (avec un indice de 0,81) – particulièrement en ce qui concerne le niveau de santé et d'éducation de la population. Si la pauvreté ne concerne plus que 7% des ménages en 2007 (contre le double en 2002), le niveau de chômage reste encore élevé (20%).

Les envois de fonds baissent généralement avec l'allongement de la durée de séjour des migrants dans les pays d'accueil. Or, on ne constate pas une telle évolution chez les Serbes en Suisse: près de trois quarts des Serbes interrogés ont envoyé de l'argent et des biens au pays d'origine en 2006. La dégradation des conditions de vie durant les guerres et la reconstruction subséquente du pays ont sans doute (re)mobilisé le soutien économique de la majorité des émigrants. En outre, la proximité géographique de la Suisse et de la Serbie facilite le développement des relations sociales et économiques transnationales.

Ainsi, trois quarts des Serbes interrogés possèdent respectivement une maison et un terrain en Serbie, qu'ils ont soit quitté ou acquis après leur départ. Les prêts financiers sont aussi relativement répandus (un quart des répondants). Ces comportements sont liés aux histoires individuelles et s'effectuent de manière ponctuelle dans le temps. La possession d'un compte bancaire en Serbie est une pratique déjà plus rare et seulement 4% des répondants y sont économiquement actifs, que ce soit par l'intermédiaire d'affaires en cours ou par la gestion d'une entreprise. La privatisation de l'économie serbe est en effet moins importante en comparaison des autres pays voisins, due en partie aux années de guerre civile. Les raisons les plus sou-

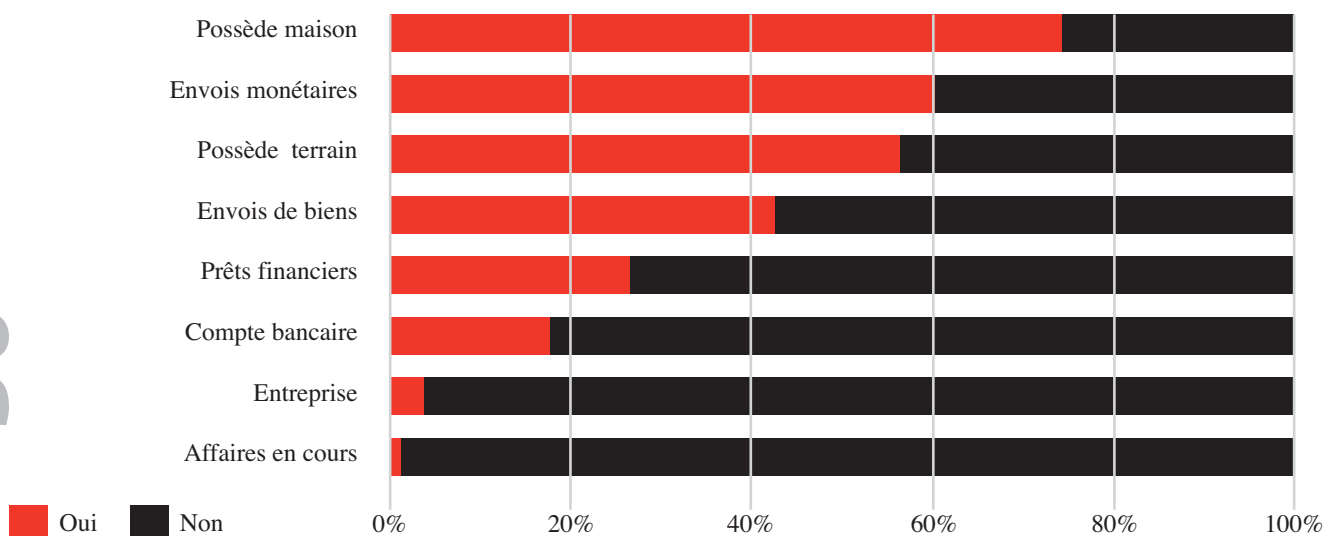
vent évoquées par les Serbes sont cependant le manque d'infrastructure, un environnement économique toujours ressenti comme instable ainsi qu'un manque de confiance envers le gouvernement.

La pratique transnationale la plus importante des Serbes en Suisse consiste actuellement en des transferts de fonds émis le plus souvent par des canaux informels deux à cinq fois par année. Ils se montent au total à un montant médian émis par ménage de 3'000 francs. Si les sommes dépendent du budget familial en Suisse, elles s'élèvent néanmoins à l'équivalent de la moitié du seuil de pauvreté en Serbie. Les bénéficiaires sont principalement les (grands-)parents mais aussi la fratrie ou la propre cellule familiale restée au pays d'origine. Cet apport économique est primordial pour leurs conditions de vie, puisqu'il soutient avant tout la consommation de biens courants et la prise en charge des problèmes de santé – une situation qui s'observe dans le monde entier.

En Serbie, le vieillissement démographique est un enjeu particulièrement important. La fécondité est inférieure au niveau de remplacement des générations depuis les années 1980 et l'émigration des jeunes a soutenu la décroissance de la population. Les personnes âgées (de 60 ans et plus) représentent dès lors près d'un quart de la population, soit une proportion semblable à celle de la Suisse. En raison d'un système de rentes insuffisant, les personnes âgées sont particulièrement exposées aux risques de pauvreté. Les transferts de fonds des migrants permettent ainsi aux retraités de vivre une fin de vie décente.

Plusieurs facteurs expliquent l'importance de ces envois au sein de la population serbe en Suisse: les contacts avec le pays d'origine sont importants à cet égard, tels que le maintien des

**Graphique 2: Pratiques économiques transnationales des Serbes interviewés en Suisse, 2006.**



Source: Enquête SECO 2006. N = 600

## Geldüberweisungen Schweiz – Serbien

réseaux sociaux ou la fréquence des voyages en Serbie. Le fait d'y posséder un compte bancaire augmente également la propension à l'envoi ainsi que les montants envoyés. Les jeunes serbes de la seconde génération, par contre, participent moins au phénomène. Ils ont grandi en Suisse et sont moins liés au pays d'origine que leurs parents. À l'inverse, les migrants dont le partenaire ou les enfants vivent encore en Serbie envoient le plus d'argent. Outre ces facteurs sociaux, une intégration économique réussie des migrants dans le marché du travail suisse accroît la pratique des «remittances». Le budget disponible pour le soutien des proches devient plus important, même s'il dépend aussi du stade atteint dans le cycle familial. En effet, les charges financières des jeunes familles semblent entraver ces libertés budgétaires pour les «remittances».

### Une aide au développement

Les transferts de fonds des migrants contribuent à la stabilité macro-économique de nombreux pays d'origine et allègent la pauvreté. Ils sont dès lors complémentaires à l'aide publique au développement. Cependant, une certaine concertation entre politique migratoire et politique de coopération au développement serait souhaitable.

D'une part, les politiques migratoires sont susceptibles d'influencer l'ampleur des flux de «remittances». Au regard des déterminants de ces envois parmi les Serbes en Suisse, la mise en place de mesures favorisant les relations transnationales des migrants entre les pays d'accueil et les pays d'origine, comme par exemple la libre circulation des résidents étrangers, pourraient accroître le flux. L'élimination des obstacles à l'intégration structurelle des étrangers dans le marché du travail – telles la déqualification et la discrimination à l'embauche – augmenterait le budget disponible pour le soutien au pays d'origine. Dans ces conditions, la mise en place d'un programme de migration temporaire et non familial aurait sans doute un impact maximal sur les montants transférés.

D'autre part, l'aide publique au développement est susceptible de créer de meilleures conditions cadre et ainsi de promouvoir les effets positifs des «remittances» sur le développement dans les pays d'origine. Le développement d'infrastructures économiques et de transports est primordial pour attirer les investissements productifs des migrants. En effet, près d'un quart des répondants à l'enquête espère créer une entreprise en Serbie dans le futur. Des mesures parfois modestes peuvent aussi avoir des impacts importants. Ainsi, des campagnes d'information pourraient inciter les migrants à utiliser les canaux de transferts formels. Le rôle d'intermédiation financière des banques locales ou de micro-crédits serait ainsi accru et l'offre de crédits d'investissements élargie. La concertation entre l'aide publique et l'initiative privée des migrants serait ainsi susceptibles d'agir sur les causes de l'émigration.

***Geldüberweisungen von Migrantinnen und Migranten stehen an zweiter Stelle, was die Herkunft des Bruttoinlandprodukts von Entwicklungsländern anbelangt. Sie tragen dazu bei, die Armut der betreffenden Länder zu senken. Internationale Organisationen suchen nach Strategien, wie Geldüberweisungen bestmöglich zum Wohle dieser Länder eingesetzt werden können. Am Beispiel der Rimessen von serbischen Migranten, die in der Schweiz leben, wird das Potential einer Koordination zwischen Migrationspolitik und Strategien der Entwicklungszusammenarbeit aufgezeigt. In diesem Sinne sollen die transnationalen Beziehungen erleichtert werden, um Geldflüsse zu begünstigen. Eine bessere strukturelle Integration auf dem Arbeitsmarkt von Migrantinnen und Migranten könnte zur Erhöhung des verfügbaren Budgets führen. Die Entwicklung der wirtschaftlichen Infrastruktur in Serbien könnte zudem viele Migranten dazu bringen, ihre Investitionswünsche zu realisieren. Sollen Geldüberweisungen wirklich zur Entwicklung in den Herkunftsländern beitragen, müssen Rahmenbedingungen für den öffentlichen Sektor in diesen Ländern geschaffen werden, welche die Privatinitiativen von Migrantinnen und Migranten unterstützen.***

### Bibliographie

- Lerch, Mathias, Janine Dahinden et Philippe Wanner, 2007, Remittances Behaviour of Serbian Migrants in Switzerland. SFM-51 Studies, Neuchâtel: Swiss forum for migration and population studies.
- Wanner, Philippe, 2008, L'apport des migrants au développement: une perspective économique, in IHEID: Annuaire suisse de politique de développement – Migration et développement: un mariage arrangé, Genève.
- World Bank, 2008, Living Standard Measurement Survey: Serbia 2002-2007, Belgrade: Statistical Office of the Republic of Serbia.
- World Bank, Migration and Remittances Factbook 2009.
- World Bank, Bilateral Remittance Estimates using Migrant Stocks.
- University of Sussex and World Bank, Global Migrant Origin Database.

37